



## COMPTE-RENDU DE L'ÉDITION 2015 DU FORUMPOLITIQUE DE HAUT NIVEAU POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: 26 JUIN - 8 JUILLET 2015

L'édition 2015 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable (FPHN) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) s'est déroulée du 26 juin au 8 juillet 2015 au siège des Nations Unies à New York. Le thème de cette réunion était « Renforcer l'intégration, la mise en œuvre et le suivi: le Forum politique de haut niveau pour le développement durable après 2015 ». La réunion a rassemblé environ 1800 délégués, venus des États membres, des Grands groupes et autres parties prenantes, et d'organisations intergouvernementales et des Nations Unies.

Après une brève session plénière d'ouverture, le FPHN a tenu pendant les cinq premiers jours, du 26 juin au 2 juillet, des tables rondes sur les thèmes suivants: Modeler le monde d'ici 2030: de la vision à l'action transformatrice; Le rôle des entreprises dans la mise en œuvre; Soutenir l'action nationale avec les résultats du FPHN; Une participation permanente de la science à la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD); Le Rapport mondial sur le développement durable (RMDD), un pont entre les ODD et les communautés scientifiques; Nouvelles approches de l'élaboration de politiques: le rôle des ODD; Le soutien régional à l'action nationale; Les Orientations de Samoa – transformer la vision en action; En contact avec le monde – communiquer sur le programme; En contact avec le monde – la formation et l'apprentissage pour le développement durable; Modes de consommation et de production durables (CPD); Investir dans l'avenir que nous voulons – conditions requises; et Surveiller les progrès accomplis à travers les mécanismes existants. Une brève session récapitulative a conclu la réunion de cinq jours. Des réunions matinales ont été organisées avec des experts en sciences sociales et naturelles sur le thème « comment la science peut-elle éclairer la prise de décisions », et avec des représentants des Grands groupes et autres parties prenantes sur la façon de « renforcer la participation des Grands groupes et autres parties prenantes ».

La réunion ministérielle du FPHN s'est tenue du 6 au 8 juillet. Après la plénière d'ouverture, le lancement du rapport sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

et un rapport sur la réunion de cinq jours du FPHN, la réunion ministérielle a conduit des tables rondes sur: Un programme intégré porteur de changement: comment les gouvernements, les sociétés et les Nations Unies peuvent-ils être à la hauteur du défi?; Penser prospectivement: les nouveaux problèmes qui auront de l'importance dans le futur; Communiquer et appliquer un programme universel chez soi; Notre FPHN au cours des 15 prochaines années; Examen et suivi des progrès accomplis: quels enseignements tirés et comment serviront-ils la mise en œuvre; et Réaliser les ODD: des moyens de mise en œuvre (MMØ) à la hauteur des ambitions – ressources, technologies et capacités. Lors de la plénière de clôture, le compte-rendu du FPHN et la déclaration ministérielle du FPHN ont été adoptés.

### BREF HISTORIQUE DU FPHN

La création du FPHN a été demandée par la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20 ou CNUDD) en juin 2012, dans son document final intitulé « L'avenir que nous voulons ». Le paragraphe 84 de ce document précise: « Nous décidons de créer une instance politique de haut niveau, qui fera fond sur les forces, les expériences, les ressources et les modalités de participation

### DANS CE NUMÉRO

Bref historique du FPHN .....	1
Compte-rendu du FPHN 2015 .....	2
Tables rondes .....	3
Réunions matinales .....	9
Réunion ministérielle .....	10
Clôture de la réunion .....	13
Brève analyse du FPHN 2015 .....	14
Réunions à venir .....	16
Glossaire .....	17

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Olivia Freeman, Sandra Gagnon, Ph.D., Kate Louw et Anna Schulz. Édition numérique: Francis Dejon. Version française: Alexandra Lefevre - Correctrice: Louison Dumaine-Laulusa. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV) et Direction du développement et de la coopération (DDC)), et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2015, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

ouverte de la Commission du développement durable, pour à terme remplacer celle-ci. L'instance politique de haut niveau assurera le suivi des activités de développement durable en évitant de manière rationnelle les doublons avec les structures, organes et entités existants ».

**AGNU-67:** La 67<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) a adopté une résolution sur la mise en œuvre d'Action 21 et du document final de Rio+20 (A/RES/67/203), qui décrit le processus de négociation à entreprendre pour la création du FPHN. Le texte appelait également le Groupe de travail ouvert sur les ODD à présenter son rapport à l'AGNU lors de sa 68<sup>e</sup> session, et à présenter des rapports réguliers, en tenant compte de la tenue du premier FPHN. Le document appelait également à l'organisation, en 2013, d'une réunion spéciale consacrée au suivi des efforts accomplis vers la réalisation des OMD.

**RÉSOLUTION 67/290:** Le Président de la 67<sup>e</sup> AGNU a appelé les ambassadeurs du Brésil et de l'Italie à mener des consultations informelles sur le format et les modalités d'organisation du FPHN. Ces consultations ont commencé en janvier 2013 et ont abouti à l'adoption de la résolution 67/290 du 9 juillet 2013. La Résolution 67/290 décide que, conformément à son caractère universel intergouvernemental, le FPHN doit:

- fournir un leadership, des directives et des recommandations politiques en faveur du développement durable;
- assurer le suivi et l'examen des progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements pris en faveur du développement durable;
- favoriser l'intégration des trois dimensions du développement durable; et
- disposer d'un programme ciblé, dynamique et orienté vers l'action, et veiller à une prise en compte appropriée des défis nouveaux et émergents posés au développement durable.

La résolution prévoyait que les réunions du Forum seraient organisées:

- tous les quatre ans sous l'égide de l'AGNU, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, durant deux jours, au début de la session de l'AGNU; et
- tous les ans, sous l'égide de l'ECOSOC, durant huit jours, y compris une réunion ministérielle de trois jours.

Les deux réunions doivent adopter des déclarations négociées.

Le Forum tenu sous l'égide de l'ECOSOC procédera, à partir de 2016, à des examens réguliers du suivi et de la mise en application des engagements et des objectifs de développement durable, y compris ceux liés aux MMCE, dans le cadre du Programme de développement pour l'après-2015.

**PREMIÈRE SESSION DU FPHN:** La session inaugurale du FPHN s'est déroulée le 24 septembre 2013 sous l'égide de l'AGNU au Siège des Nations Unies à New York. Le thème de la session était « Bâtir l'avenir que nous voulons: de Rio+20 au programme de développement pour l'après-2015 ». La session était divisée en plusieurs segments, avec des déclarations liminaires de chefs d'État et de gouvernement et de ministres, ainsi que des interventions de la salle, sur les thèmes suivants: « De la vision à l'action », « Des partenariats mondiaux au service du développement pour créer des emplois et améliorer la durabilité des moyens de subsistance », et « Cartographie de la voie à suivre pour éradiquer la pauvreté et réaliser le développement durable ».

**DEUXIÈME SESSION DU FPHN:** La deuxième réunion du FPHN s'est déroulée du 30 juin au 9 juillet 2014, au Siège des Nations Unies à New York. Cette session, organisée sur le thème « Atteindre les OMD et ouvrir la voie à un programme de développement ambitieux pour l'après-2015, y compris les ODD », a adopté une Déclaration ministérielle qui, entre autres: appelait à la mise en œuvre d'urgence de tous les engagements pris dans le cadre du partenariat mondial pour le développement, de façon à combler les lacunes identifiées dans les rapports de l'Équipe spéciale chargée d'examiner les lacunes des OMD; soulignait le besoin d'accélérer le mouvement vers la cible de 0,7% du produit national brut dédié à l'aide publique au développement (APD) d'ici 2015; s'engageait à établir un programme pour l'après-2015 solide, ambitieux, inclusif et axé sur les personnes; réaffirmait tous les principes de la Déclaration de Rio, y compris celui des responsabilités communes mais différenciées; réaffirmait que l'éradication de la pauvreté doit être au centre du programme de développement pour l'après-2015; et appelait à un processus intergouvernemental transparent, accueillant les contributions de toutes les parties prenantes.

## COMPTE-RENDU DU FPHN 2015

Le vendredi 26 juin, le Président de l'ECOSOC, Martin Sajdik, de l'Autriche, a ouvert la session du FPHN en adressant ses condoléances au Koweït et à la Tunisie pour les récentes attaques terroristes. Il a présenté le programme (E/HLPF/2015/1), qui a été adopté par acclamation.

Notant que 2015 marque un tournant essentiel pour le développement durable, Sajdik a souligné que cette session du FPHN était cruciale pour se préparer à adopter le programme de développement pour l'après-2015, en affirmant que le FPHN peut prêter main forte à la mise en œuvre afin de « démarrer sur les chapeaux de roue ».

Rudolf Hundstorfer, Ministre fédéral autrichien du travail, des affaires sociales et de la protection des consommateurs, et Thomas Gass, Secrétaire-général adjoint des Nations Unies à la coordination des politiques et aux affaires inter-institutions, s'exprimant au nom de Wu Hongbo, Sous-secrétaire général des Nations Unies aux affaires économiques et sociales, ont affirmé que le FPHN devrait jouer un rôle de supervision prépondérant dans la mise en œuvre des ODD. Gass a également souligné l'importance de la participation des parties prenantes.

Kadir Topbaş, Maire d'Istanbul, de la Turquie, a mis en avant l'engagement des gouvernements locaux et des autorités infranationales pour la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 ainsi que pour son suivi et sa vérification. Il a souligné l'importance d'une coopération et d'une coordination multi-niveaux.

Frances Zainoeddin, de Grey Panthers New York, des États-Unis, en représentation des parties prenantes vieillissantes, a souligné le besoin de prendre en compte tous les âges de la vie des personnes dans le programme du FPHN à travers une véritable consultation des parties prenantes, en affirmant que « toutes les personnes comptent et devraient être prises en compte ».

Pour assurer un avenir durable pour toutes les générations, Hirotaka Koike, de la Plateforme japonaise de la jeunesse pour l'après-2015, au nom du Grand groupe Enfance et Jeunesse,

a évoqué l'importance de prendre en compte les empreintes écologiques et les limites de la planète dans la mise en œuvre et dans le suivi du programme de développement pour l'après-2015.

Un compte-rendu approfondi de la session d'ouverture est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3311f.html>

### **TABLES RONDES**

« **MODELER LE MONDE D'ICI 2030: DE LA VISION À L'ACTION TRANSFORMATRICE** »: Vendredi 26 juin, signalant que les ODD seront de nature universelle, David Donoghue, Co-Facilitateur des négociations sur le programme de développement pour l'après-2015 et Représentant permanent de l'Irlande auprès des Nations Unies, a déclaré que le FPHN se situe au « sommet » d'un processus d'examen mondial pour les ODD. Il a souligné que le travail du FPHN doit être conduit de façon inclusive et éclairé par des rapports d'avancement annuels ainsi que par le RMDD.

Le Modérateur Henry Bonsu, animateur international du Ghana, a demandé aux intervenants d'aborder: la compréhension du niveau d'ambition requis dans les processus intergouvernementaux; l'identification des questions clés pour le succès de la vision mondiale et de l'action transformatrice; et le soutien aux travaux du FPHN au niveau des pays.

Juan Manuel Gómez Robledo, Ministre adjoint aux affaires multilatérales et aux droits de l'homme, du Mexique, a souligné le besoin d'approches régionales et l'importance de l'évaluation des politiques aux niveaux national et local.

Mayacine Camara, du Ministère sénégalais de l'économie, des finances et de la planification, et Président du Forum régional africain sur le développement durable, a souligné que, même si les OMD ont contribué à atteindre certaines cibles, les inégalités persistent.

Babatunde Osotimehin, Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population, a décrit des façons d'aborder les questions relatives à la jeunesse dans le programme de développement pour l'après-2015, notamment développer des données intégrales pour soutenir la mise en œuvre et le suivi.

L'intervenant Marwan Bishtawi, de Pax Romana, au nom du groupe Enfance et Jeunesse, a souligné l'importance du suivi et de la responsabilisation pour s'assurer que le développement durable devienne une réalité.

Au cours des discussions, le Co-Facilitateur de l'après-2015 Donoghue a déclaré que les interventions des Grands groupes et autres parties prenantes ont été essentielles dans les discussions sur le programme de développement pour l'après-2015. Osotimehin a estimé que la coordination au niveau des pays est essentielle pour obtenir des résultats tangibles.

Robledo, concernant les futures fonctions du FPHN, a suggéré qu'une fois achevés les examens de mise en œuvre au niveau national, le FPHN pourrait servir de plateforme pour l'échange de meilleures pratiques.

Camara a indiqué qu'une assistance financière va être nécessaire pour la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015, mais a appelé à évaluer les lacunes en matière de financement.

Au cours des discussions, les participants ont mis en exergue, entre autres: la participation des parties prenantes, y compris de la jeunesse, aux processus préparatoires et aux processus participatifs aux niveaux national et local; les intérêts des pays

en développement et des plus vulnérables; les façons de traduire les objectifs en actions sans compromettre le sens ni la profondeur; et les façons d'intégrer le suivi et l'examen.

Un compte-rendu approfondi des discussions de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3311f.html>

« **LE RÔLE DES ENTREPRISES DANS LA MISE EN ŒUVRE** »: Vendredi 26 juin, le Président de l'ECOSOC Sajdik a ouvert la session, en soulignant le rôle important des entreprises et des industries pour modeler « l'avenir durable que nous souhaitons ».

La Modératrice Amina Mohammed, Conseillère spéciale auprès du Secrétaire-général des Nations Unies sur la planification du développement pour l'après-2015, a présenté la discussion en panel.

Mark Moody-Stuart, Président de la Fondation pour le Pacte mondial, a appelé à mettre en place des réglementations qui encouragent la créativité des entreprises, et à reconnaître que le marché est limité dans sa capacité à réaliser ce programme.

Toshio Arima, Directeur et Membre exécutif du Conseil de Fuji Xerox, du Japon, a souligné qu'entretenir des liens étroits avec les clients et les ONG est fondamental pour dégager des opportunités d'action collective permettant aux entreprises de contribuer au développement durable.

Jeff Seabright, Directeur de la durabilité chez Unilever, du Royaume-Uni, a décrit le rôle critique que joue le secteur privé dans la réalisation des ODD, à la fois en tant que moteur d'innovation et comme source considérable de capital global.

Jean-Francis Zinsou, Représentant permanent du Bénin auprès des Nations Unies, et Président du groupe des pays les moins avancés (PMA), a reconnu le besoin d'investir dans des énergies propres et dans le transfert de technologies, et le besoin d'investissements publics efficaces complétés par des investissements du secteur privé.

Annika Lindblom, du Ministère finlandais de l'environnement, a rappelé que les réactions des entreprises concernant le développement durable étaient autrefois défensives, mais que désormais les gouvernements et le secteur privé se voient comme des alliés dans la bataille pour le développement durable.

L'intervenant Francis Gurry, Directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, a abordé les défis, en appelant à identifier des moyens de relier les impératifs des processus de développement durable des Nations Unies aux garanties pour le secteur privé en matière d'engagement.

L'intervenant Diego Azzi, de la Confédération internationale des syndicats commerciaux, du Brésil, a déclaré que le point central de la discussion est la façon dont les entreprises peuvent créer des emplois décents, en notant que les intérêts des secteurs public et privé ne sont pas toujours alignés.

Dans la discussion qui a suivi, les délégués ont soulevé des questions concernant notamment: les moyens d'inciter les entreprises à rejoindre des initiatives; la façon d'assurer que les approches volontaires n'entraînent pas des abus du point de vue des droits humains; la façon de développer les capacités managériales des organisations multipartites; et les standards de transparence.

Le Président de l'ECOSOC Sajdik a réitéré que le secteur privé est un allié indispensable pour « démolir les murs » et faire du programme de développement pour l'après-2015 un véritable succès.



Un compte-rendu approfondi des discussions de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3311f.html>

« **SOUTENIR L'ACTION NATIONALE AVEC LES RÉSULTATS DU FPHN** »: Lundi 29 juin, la Vice-Présidente de l'ECOSOC María Emma Mejía Vélez, de la Colombie, a présenté le panel d'intervenants en soulignant, avec la Modératrice Aisa Kirabo Kacyira, Directrice exécutive adjointe d'ONU-Habitat, l'importance d'une planification et d'une mise en œuvre intégrées, et de la cohérence politique, pour parvenir aux ODD.

La Modératrice Kacyira a exhorté les délégués à regarder « l'image d'ensemble » de façon critique et moins diplomatique, en soulignant que le succès au niveau local ne peut être atteint que si le programme de développement durable est pleinement réalisé.

Pio Wennubst, Assistant du Directeur général de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), a appelé à la cohésion et à mettre en place des incitations, en affirmant que la cohésion doit se fonder sur la confiance, avec des « règles du jeu » claires, de façon à mieux traiter les questions politiques difficiles.

Gustavo Adolfo Meza-Cuadra Velásquez, Représentant permanent du Pérou auprès des Nations Unies, et Président du Comité d'ensemble de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a souligné le besoin d'un développement centré sur l'humain, avec des processus locaux, menés par les citoyens, multipartites et participatifs, guidés par des incitations.

Manish Bapna, Vice-Président exécutif et Directeur gérant de l'Institut des ressources mondiales, a suggéré comme ingrédients nécessaires pour garantir la cohérence: un leadership politique audacieux; de nouvelles institutions; un engagement actif des acteurs locaux; des mécanismes de financement flexibles; et des résultats visibles au plus vite.

Evelyn Terundu Ugbe, du Programme environnemental des femmes, du Nigeria, au nom du Grand groupe des Femmes, a instamment prié le FPHN, entre autres, de soutenir la mise en œuvre au niveau national par un transfert de technologies qui soit notamment sensible aux questions de genre.

Au cours des discussions, sur la question de la mise en œuvre, les délégués ont souligné les rôles: des parlements; de la technologie comme facteur facilitateur; de la diffusion du programme aux niveaux national et local; et des délibérations publiques inclusives, transparentes et responsables au niveau national.

Concernant le suivi et l'examen, les discussions ont mis en exergue: le suivi et l'examen des MMCE; les systèmes d'examen par des pairs; l'intégration de la jeunesse; la cohérence, notamment dans les processus d'examen et de suivi avec des indicateurs communs pour tous les pays; le soutien au renforcement des capacités au niveau national, y compris dans la collecte et l'analyse de données avec une ventilation des données suivant les problématiques de genre; l'inclusion des processus locaux aux rapports sur les progrès accomplis au niveau national; et le besoin à la fois d'incitations et de mécanismes de responsabilisation.

Les délégués ont également souligné le besoin de partenariats, avec la suggestion de tenir une session du FPHN dédiée spécifiquement aux partenariats.

La Vice-Présidente de l'ECOSOC Mejía a souligné l'importance de la volonté politique aux niveaux local et parlementaire.

Un compte-rendu approfondi des discussions de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3312f.html>

« **UNE PARTICIPATION PERMANENTE DE LA SCIENCE À LA MISE EN ŒUVRE DES ODD** »: Lundi 29 juin, le Président de l'ECOSOC Sajdik a souligné le besoin d'approches scientifiques et politiques intégrées.

Gabriel Vallejo López, Ministre de l'environnement et du développement durable de la Colombie, a souligné l'importance d'intégrer la science dans les décisions locales et régionales pour œuvrer dans le sens du développement durable.

Soulignant la publication opportune du RMDD du point de vue de la prise de décisions pour cette année historique, Wu Hongbo, Sous-secrétaire général des Nations Unies aux affaires économiques et sociales, a mis en exergue l'importance des approches intégrées scientifiquement et politiquement pour ouvrir une voie ambitieuse et transformatrice vers le développement durable.

Le Modérateur Paul Shrivastava, Directeur exécutif du Secrétariat de Future Earth, a noté que le principal mécanisme d'intégration de la science dans les ODD est l'interface science-politique.

Lucilla Spini, du Conseil international pour la science (CIUS), a souligné que la communauté scientifique et technologique est prête à travailler avec le FPHN pour « porter la voix de la science dans les ODD ».

Luis Augusto Galvão, de l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), a évoqué les défis que pose le développement durable au secteur de la santé, en appelant à de nouveaux mécanismes pour résoudre les inégalités et en signalant le besoin d'un langage commun.

Maria Ivanova, de l'Université du Massachusetts à Boston, et membre du Conseil scientifique du Secrétaire-général des Nations Unies, a rapporté que l'analyse de la mise en œuvre de dix Conventions environnementales mondiales révèle des niveaux de communication plus élevés lorsque les Secrétariats s'engagent de façon proactive et lorsque les États membres ont le sentiment que leurs rapports sont effectivement pris en compte.

Dans la discussion qui a suivi, au sujet du rôle de la science dans les processus relatifs au développement durable, les délégués ont appelé à un dialogue permanent entre la communauté scientifique et les décideurs politiques au niveau des Nations Unies, au-delà du FPHN, en notant que l'avant projet du programme de développement pour l'après-2015 constitue une opportunité de renforcer l'interface science-politique.

Concernant la technologie, les délégués ont discuté de la structure et de la mise en œuvre du Mécanisme de transfert de technologies proposé, et du développement d'un nouveau paradigme pour les communautés de savoir qui ne soit pas uniquement fondé sur la technologie.

Concernant le rôle de la science, les délégués ont signalé le besoin: d'utiliser la science comme outil pour analyser les progrès accomplis, éclairer les politiques à tous les niveaux et fournir des données ventilées; d'utiliser des résultats appuyés sur des preuves scientifiques pour des interventions efficaces;

de promouvoir la collaboration scientifique entre pays et disciplines; de créer des groupes d'experts pour soutenir les processus du FPHN; et de travailler sur la science et la politique à un niveau pratique.

En conclusion, Shrivastava a souligné qu'il existe un besoin clair d'un type de science différent, qui puisse avoir des impacts significatifs, qui soit holistique, qui respecte les différences et qui engage toutes les parties prenantes.

Un compte-rendu approfondi des discussions de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3312f.html>

**« LE RMDD, UN PONT ENTRE LES ODD ET LES COMMUNAUTÉS SCIENTIFIQUES »:** Lundi 29 juin, le Modérateur Patrick Paul Walsh, de l'University College Dublin, de l'Irlande, et du Réseau des solutions pour le développement durable (SDSN), a souligné, entre autres, l'importance d'augmenter les contributions ascendantes au RMDD et que le rapport devrait stimuler la participation mondiale.

William Colglazier, de l'Association américaine pour le progrès de la science (AAAS), a suggéré, entre autres, d'analyser chaque ODD pour en extraire les difficultés, les actions pouvant faire une différence, et les solutions innovantes possibles, et de développer des sociétés fondées sur la connaissance.

Lucilla Spini, du CIUS, a souligné que le RMDD a permis de développer la science de la durabilité tout en constituant un outil important pour la prise de décisions fondées sur des preuves scientifiques. Elle a déclaré que le RMDD joue également un rôle comme mécanisme permettant d'inclure les acteurs de la science, de la politique et de la pratique dans la mise en œuvre des ODD et dans l'identification des lacunes scientifiques et politiques.

Dans la discussion qui a suivi, les participants ont examiné la portée, l'objectif et le contenu du RMDD, en notant que le rapport devrait être une « évaluation d'évaluations », de nature collaborative, et communiquer facilement les messages clés. D'autres ont souligné que le rapport devrait employer les dernières découvertes scientifiques disponibles et identifier les questions nouvelles et émergentes.

Les délégués ont également soulevé des questions sur: les liens avec d'autres processus et rapports connexes de façon à créer des synergies et éviter toute duplication; la communication destinée aux éducateurs; et la communication avec les communautés scientifique et technologique pour assurer que le rapport soit crédible, légitime et transparent.

Un compte-rendu approfondi des discussions de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3312f.html>

**« NOUVELLES APPROCHES DE L'ÉLABORATION DE POLITIQUES: LE RÔLE DES ODD »:** Mardi 30 juin, le Vice-Président de l'ECOSOC, Vladimir Drobnjak, de la Croatie, a souligné les interdépendances entre les ODD, et a déclaré que ceux-ci exigent des approches intégrées et des politiques cohérentes.

Le Modérateur Debapriya Bhattacharya, du Centre de dialogue sur les mesures à prendre, du Bangladesh, et Président de la Voix du Sud sur les Objectifs de développement international pour l'après-OMD, a noté l'importance de relier l'action aux préoccupations plus globales en matière de développement.

Karel van Oosterom, Représentant permanent des Pays-Bas auprès des Nations Unies, s'exprimant au nom du Président de la 66<sup>e</sup> session de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, a souligné que, pour renforcer l'efficacité régionale, il est impératif de mettre en place des partenariats et d'inclure tous les acteurs compétents, en mettant un accent particulier sur la jeunesse.

Patrick Birungi, de l'Autorité nationale de planification de l'Ouganda, a souligné les difficultés rencontrées à essayer de formuler des plans de mise en œuvre pour les ODD alors que les discussions sont encore en cours.

Jaroslava Jermanova, Première Vice-Présidente de la Chambre des députés du Parlement de la République tchèque, a souligné le besoin de perspectives différentes, en particulier celles des femmes.

Pak Y.W. Junardy, Président délégué de la PT Rajawali Corporation, et Président du Réseau du Pacte mondial de l'Indonésie, a souligné le rôle clé que peuvent jouer les entreprises dans la progression vers le développement durable.

Galina Angarova, de Tebteba, s'exprimant au nom des Peuples autochtones, a souligné l'importance des savoirs traditionnels dans tous les aspects du développement durable.

Dans la discussion qui a suivi, plusieurs points relatifs aux ODD, à l'éducation, à l'idée de transformer la vision en action, et à l'objectif de générer du changement, ont été abordés.

Sur l'idée de transformer la vision en action, les délégués ont lancé divers appels: à concevoir l'économie comme un sous-ensemble de l'environnement; à adopter des approches multipartites et ascendantes; à esquisser une feuille de route pour faire converger la croissance, l'inclusion et la durabilité; à éviter les « cloisonnements »; et à garantir des ressources adéquates pour les MMCE.

En réponse aux participants, les intervenants ont mis l'accent sur: la création de conditions adéquates pour l'intégration; l'élaboration d'institutions et de mécanismes solides; la mise en place d'un ensemble limité d'indicateurs multidimensionnels et astucieux permettant de mesurer plusieurs cibles; et le respect des circonstances nationales afin de réussir un programme de développement durable, consensuel et équilibré.

Guidées par l'objectif ultime de générer un changement, les discussions ont porté sur: l'établissement d'un bureau ou d'un secrétariat chargé de faire avancer le programme; la création d'organes efficaces de gouvernance et de mise en œuvre aux niveaux local et national; la promotion de l'intégration et de l'inclusion dans les processus des Grands groupes et autres parties prenantes; et la reconnaissance du défi de réussir à la fois la sensibilisation et le changement des mentalités.

Un compte-rendu approfondi des discussions de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3313f.html>

**« LE SOUTIEN RÉGIONAL À L'ACTION NATIONALE »:** Mardi 30 juin, la Vice-Présidente de l'ECOSOC Mejía a souligné l'importance des contributions régionales pour obtenir des réponses nationales solides.

La Modératrice Ximena Ponce, membre du Parlement de l'Équateur, a conduit une réflexion sur le rôle des régions et sur la façon d'établir, à travers les politiques, de nouvelles définitions et structures permettant d'appliquer les ODD aux niveaux local et régional.

Vajira Narampanawa, Secrétaire du Ministère d'État à l'environnement du Sri Lanka, et Vice-Président du Forum Asie-Pacifique sur le développement durable, a rapporté les résultats du Forum Asie-Pacifique sur le développement durable qui s'est tenu à Bangkok en mai 2015, en notant parmi ceux-ci le besoin de s'engager sur des chemins de croissance plus inclusifs, avec des approches holistiques, et dans l'équilibre des trois dimensions du développement durable.

Mohamed Ashraf Rashed, membre du Groupe africain d'éminences chargé de l'examen par des pairs, a affirmé que le Mécanisme africain d'examen par des pairs a le potentiel pour devenir le mécanisme régional de suivi et d'examen pour les ODD.

Christian Brodhag, de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), a décrit le processus d'examen par des pairs utilisé à l'OIF, en expliquant qu'il se fait en trois phases: organisations et mise en œuvre; préparation du « rapport de contexte »; et tenue d'un atelier d'examen.

Les intervenants Paul Ladd, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et Roula Majdalani, de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO), ont tous deux souligné l'importance des processus et organisations régionaux pour relier le local au global. Majdalani a appelé à s'appuyer sur des plates-formes multipartites et sur la coopération Sud-Sud. Ladd a par ailleurs souligné l'importance des processus de suivi et d'examen au niveau national.

Les délégués ont souligné l'importance des partenariats pour les examens au niveau régional. Ils ont également noté le rôle essentiel que les mécanismes du niveau régional peuvent jouer dans la transition des OMD aux ODD. Les discussions ont mis en relief: les instruments régionaux comme leaders des processus annuels d'examen du FPHN; l'établissement des rapports au niveau national pour éclairer les examens régionaux; une session spécifique du FPHN pour les examens régionaux; et la participation des Grands groupes et autres parties prenantes aux niveaux national et régional.

Les délégués ont ensuite discuté du besoin de mécanismes de financement innovants pour les processus régionaux et nationaux, et ont appelé: à faire preuve de volonté politique et d'engagement pour progresser; à la transparence des dialogues et des espaces pour partager les connaissances et les bonnes pratiques; à la subsidiarité et à la complémentarité à tous les niveaux; à la création de liens entre agences de statistique et ministères chargés de la planification; et à l'utilisation efficace des statistiques et des indicateurs.

Un compte-rendu approfondi des discussions de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3313f.html>

**« LES ORIENTATIONS DE SAMOA – TRANSFORMER LA VISION EN ACTION »:** Mercredi 1<sup>er</sup> juillet, le Président de l'ECOSOC Sajdik a accueilli les délégués en leur rappelant que le FPHN est chargé d'examiner la mise en œuvre des Orientations de Samoa.

Le Modérateur Ronald Jumeau, Ambassadeur des Seychelles au changement climatique et aux questions relatives aux PEID, a indiqué la conviction des PEID que des partenariats solides et astucieux sont essentiels pour leur permettre de parvenir à un développement durable.

Azeema Adam, Gouverneur de l'Autorité monétaire des Maldives, a évoqué les difficultés qu'affrontent les PEID en matière de développement durable, y compris un manque de financement pour les infrastructures, et des difficultés relatives à la collecte de données pour s'acquitter de leurs obligations internationales.

Ali'ioaiga Feturi Elisaia, Représentant permanent du Samoa auprès des Nations Unies, a réitéré l'importance de diffuser le message des PEID d'une voix claire et forte et a suggéré de tenir des dialogues de partenariat pour les PEID plutôt que des journées des PEID.

Andrew Downes, Vice-Chancelier de l'Université des Antilles occidentales, à la Barbade, a noté que le secteur de l'éducation supérieure a un rôle important à jouer pour affronter les difficultés qui se posent aux PEID.

Ben Glass, Président-directeur général (PDG) d'Altaeros Energies, des Etats-Unis, a souligné l'adéquation naturelle des nouvelles entreprises créées autour d'une mission, et des petites et moyennes entreprises, pour traiter les défis uniques qui se posent aux PEID et a soutenu la proposition d'un réseau mondial d'entreprises pour les PEID.

L'intervenant Gustavo Fonseca, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), a estimé que, pour atteindre les ODD, il est important d'identifier les lacunes en matière de partenariats, d'intégrer les Orientations de Samoa dans le programme de développement pour l'après-2015, et d'harmoniser, entre autres, les modalités et les indicateurs.

Florence Pignolet-Tardan, du Réseau de gouvernements régionaux pour le développement durable, de la Réunion, France, a souligné la valeur de la coopération et des échanges régionaux, en suggérant la mise en place d'organes régionaux aptes à examiner les actions au niveau des pays.

Dans la discussion qui a suivi, les participants ont estimé que le FPHN devrait être un forum pour l'examen et le suivi du Programme d'action de la Barbade, de la Stratégie de Maurice pour la mise en œuvre et des Orientations de Samoa.

Les délégués ont également abordé: les PEID comme cas particulier du développement durable; un forum des PEID au sein du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP); et l'intégration des politiques relatives au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophes (RRC).

Les délégués ont appelé: à faciliter l'accès des PEID aux financements; à développer l'état de préparation des PEID face aux catastrophes, leur gestion des risques, et leur capacité de résilience face aux changements climatiques; à renforcer la coopération régionale; et à éviter le « piège du revenu intermédiaire » qui menace de nombreux PEID.

Un compte-rendu approfondi des discussions de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3314f.html>

**« EN CONTACT AVEC LE MONDE » – Communiquer sur le programme:** Mercredi 1<sup>er</sup> juillet, le Vice-Président de l'ECOSOC Oh Joon, de la République de Corée, a affirmé que le programme de développement pour l'après-2015 doit être communiqué de façon à inspirer et à donner de l'espoir.

La Modératrice Cristina Gallach, Sous-secrétaire générale des Nations Unies aux communications et à l'information publique, a décrit le rôle du Département de l'information publique des Nations Unies dans la diffusion du programme de développement pour l'après-2015.



Francis Lorenzo, Président honoraire de South-South News, a souligné le besoin de renforcer les capacités des journalistes afin qu'ils aient les outils nécessaires pour communiquer correctement sur les ODD.

Grammenos Mastrojeni, du Ministère italien des affaires étrangères, a appelé à utiliser les interconnexions entre les ODD pour communiquer sur la façon dont ils concernent les individus et leurs communautés.

Mitchell Toomey, Directeur de la Campagne du Millénaire, a souligné que la combinaison d'un engagement direct de la société civile et d'outils multimédia peut générer une communication à double sens sur les questions mondiales au niveau local.

Signalant la concurrence constante sur le temps d'antenne, David Droga, Fondateur de Droga5, a estimé que les ODD doivent être rendus intéressants et tangibles pour le public.

Edith Lederer, d'Associated Press, a estimé que la partie la plus difficile à vendre est le nom des ODD, en priant instamment les délégués de raconter une histoire que les personnes ordinaires puissent vraiment comprendre.

L'intervenante Maria Melinda Ando, du Centre de recherche et de ressources de l'Asie-Pacifique pour les femmes, s'exprimant au nom du Grand groupe des Femmes, a souligné le besoin de transparence, de responsabilisation et d'accès à l'information, et notamment la nécessité de l'accès à Internet pour les quatre milliards de personnes qui sont encore privées de connexion dans les pays en développement.

Mary-Jane Ncube, de Transparency International Zimbabwe, a appelé à communiquer en termes simples que tous les groupes puissent comprendre.

Dans la discussion qui a suivi, les délégués ont abordé: un « reconditionnement » des ODD ; l'utilisation de la communication comme outil d'inclusion et de transparence; la communication d'un message conjoint qui comprenne la présentation des ODD comme rentables et comme sources d'inspiration; l'utilisation de la communication pour maintenir une participation au FPHN sur les 15 prochaines années; la reconnaissance de l'importance d'une appropriation locale et nationale de la communication pour changer les mentalités.

En conclusion, les intervenants ont affirmé que le programme de développement pour l'après-2015 est un programme pour les peuples et que les gouvernements doivent trouver des façons de le transformer en dialogues locaux. Ils ont également indiqué qu'il faut provoquer une réaction en chaîne en matière de participation.

Un compte-rendu approfondi des discussions de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3314f.html>

**La formation et l'apprentissage pour le développement durable:** Mercredi 1<sup>er</sup> juillet, le Président de l'ECOSOC Sadjik a indiqué que la formation, l'apprentissage et l'éducation devraient viser à ce que toute action ou décision soit éclairée, fondée sur des preuves scientifiques, et le reflet des trois dimensions du développement durable.

Le Modérateur Jafar Javan, Directeur de l'Université du personnel du système des Nations Unies, a signalé que la session se pencherait sur les moyens d'assurer que les institutions de formation aient la capacité de sensibiliser au sujet du développement durable, et sur la façon dont l'apprentissage interdisciplinaire peut contribuer à la mise en œuvre des ODD.

Hans Winkler, Directeur de l'Académie diplomatique de Vienne, de l'Autriche, a noté l'importance du contact avec les législateurs et les parlementaires, ainsi qu'avec les militants, et l'importance de trouver le bon équilibre entre une base académique solide et des compétences pratiques.

Romain Murenzi, Directeur exécutif de l'Académie mondiale des sciences, a signalé que les institutions de formation scientifique dans les pays en développement et dans les PMA n'ont pas l'équipement approprié pour soutenir la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015.

Marianne Beisheim, de Stiftung Wissenschaft und Politik, de l'Allemagne, a estimé que les partenariats doivent être ascendants, axés sur les besoins, et engagés envers les communautés locales « dès le début ».

Les discussions ont porté sur: la promotion de l'apprentissage et de la formation à travers des partenariats; le soutien à l'éducation tertiaire à travers la coopération Sud-Sud; l'utilisation de l'éducation informelle; la façon de relier les programmes de formation à la création d'emplois verts, notamment pour les jeunes; et l'utilisation du forum de l'ECOSOC pour élaborer les critères des partenariats. Par ailleurs, les discussions ont évoqué le rôle du FPHN, notamment: l'examen des partenariats; la promotion du partage d'expériences; et la fourniture de formation pour les partenariats.

Un compte-rendu approfondi des discussions de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3314f.html>

« **MODES DE CONSOMMATION ET DE PRODUCTION DURABLES** »: Jeudi 2 juillet, la Vice-Présidente de l'ECOSOC Mejía a affirmé que les CPD sont une question transversale et un aspect central pour parvenir au développement durable. Elle a appelé à soutenir la poursuite de la mise en œuvre.

Ulf Jaekel, du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature et de la sécurité nucléaire, et Président du Conseil du Cadre décennal de programmes concernant les CPD (10YPPF), a indiqué que le Cadre 10YPPF est une structure concrète pour la mise en œuvre, en soulignant les défis qui subsistent, notamment: renforcer le soutien politique national de haut niveau; accéder à des financements appropriés pour les programmes et les activités; et engager davantage les parties prenantes.

Carolina Tohá Morales, Maire de Santiago, du Chili, a souligné le rôle des gouvernements locaux comme moteurs de changement vis-à-vis des CPD et le besoin de politiques publiques axées sur la participation des citoyens et promotrices de changements dans les mentalités culturelles.

László Borbély, Président du Comité de politique étrangère du Parlement roumain, a estimé qu'il est désormais essentiel d'identifier la façon de mettre en œuvre les CPD. Il a signalé qu'à travers l'éducation, les CPD peuvent devenir plus compréhensibles.

L'intervenante Swati Shresth, du Centre sur le développement au niveau local, et de la Global Forest Coalition, s'exprimant au nom du Grand groupe des Femmes, a réitéré le besoin de soutien politique aux niveaux national et mondial, et a appelé à donner la priorité aux groupes marginalisés, y compris les femmes.

Dans la discussion qui a suivi, un délégué a signalé la nature multipartite du Cadre 10YPPF, en affirmant que le programme peut être utilisé pour atteindre des ODD plus intégrés. Un autre a souligné la pertinence du Cadre 10YPPF pour les PEID, en

décrivant les efforts conduits pour intégrer le programme des CPD. Les délégués ont également souligné la façon dont les CPD peuvent être utilisés pour relier les ODD mondiaux aux échelons locaux.

Parmi les autres thèmes abordés a figuré le besoin: de transformer les CPD en habitude; de diffuser l'information; de mettre en place des programmes souples tenant compte des circonstances nationales; de reproduire les modèles réussis; et de se doter d'infrastructures vertes pour soutenir la mise en œuvre.

Les discussions ont également mis en avant des suggestions pour mettre en œuvre les CPD, notamment un programme supplémentaire relatif au système alimentaire durable relevant du Cadre 10YPF, et un nouveau modèle économique fondé, outre sur la croissance, sur le bien-être et la durabilité.

En réponse aux questions, le Président du Conseil du Cadre 10YPF Jaeckel a exhorté à éviter les approches « prêt-à-porter », en notant que le FPHN est une bonne plateforme pour échanger des points de vue, identifier les opportunités, et augmenter l'échelle des solutions. Tohá a souligné l'importance de l'éducation et de la sensibilisation concernant les CPD. Borbély a mis l'accent sur la coopération, la volonté politique, la responsabilité et la communication.

Un compte-rendu approfondi des discussions de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3315f.html>

**« INVESTIR DANS L'AVENIR QUE NOUS VOULONS – CONDITIONS REQUISES »:** Jeudi 2 juillet, le Vice-Président de l'ECOSOC Mohamed Khaled Khiari, de la Tunisie, a présenté cette session.

Le Modérateur James Zhan, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, a indiqué les multiples demandes en ressources financières, en signalant une étude selon laquelle les pays en développement ont besoin de 3,9 billions USD pour réaliser les ODD, mais qu'il n'y a actuellement à disposition que 1,4 billion USD.

Hazem Fahmy, Secrétaire général de l'Agence égyptienne de partenariat au développement, a souligné l'importance des partenariats et d'une coopération Sud-Sud et triangulaire pour parvenir aux ODD. Il a indiqué que les modèles réussis de partenariat ne demandent pas de grandes quantités de ressources financières.

Hildegard Lingnau, de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a déclaré que le financement permettant d'atteindre les ODD ne peut pas prendre uniquement la forme de dons, mais que des crédits et d'autres formes de financement devront également être mis en œuvre.

L'intervenant Stefano Prato, Directeur général de l'Agence pour le développement international, de l'Italie, a souligné le besoin de transformer l'économie mondiale en investissant dans des économies localisées et « vibrantes », et que la participation du secteur privé doit être responsable.

Les délégués ont ensuite abordé: le fait que l'APD devrait être un facilitateur dans la poursuite des ODD; le défi des flux illégaux de capitaux en provenance des pays en développement et à destination des pays développés; des directives claires et une évaluation concernant l'investissement privé; et la façon de relier la responsabilisation des niveaux régional et national.

Les discussions ont également mis l'accent sur la façon de stimuler les fonds privés pour compléter les fonds nationaux et l'APD, et ont appelé à charger un organe mondial du suivi des questions fiscales.

En réponse, les intervenants ont souligné que le FPHN offre l'opportunité de débattre des questions non résolues, et se sont interrogés sur la façon de stimuler d'autres ressources, de meilleurs investissements directs, et d'assurer que le secteur privé s'acquitte de ses obligations fiscales.

En conclusion, le Modérateur Zhan a suggéré une assistance technique soutenue par un consortium d'agences des Nations Unies et de banques multilatérales de développement, pour conseiller et aider les pays à établir des politiques et des programmes visant à mobiliser et à canaliser des fonds pour les secteurs des ODD.

Un compte-rendu approfondi des discussions de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3315f.html>

**« SURVEILLER LES PROGRÈS ACCOMPLIS À TRAVERS LES MÉCANISMES EXISTANTS »:** Jeudi 2 juin, le Vice-Président de l'ECOSOC Oh a souligné que la cohérence et les liens entre les différentes plateformes doivent être assurés pour surveiller la mise en œuvre des ODD et l'organisation d'un processus efficace pour leur examen.

Le Modérateur Thomas Gass, Secrétaire-général adjoint des Nations Unies à la coordination politique et aux affaires interinstitutionnelles, de l'ONU-DEAS, a décrit le FPHN comme le « sommet » ou la plateforme centrale de la surveillance de la mise en œuvre des ODD, en soulignant que le système des Nations Unies joue un rôle important dans le soutien des examens thématiques inclusifs conduits par le FPHN et que l'ECOSOC peut promouvoir la cohérence entre les diverses plateformes d'examen.

Gerda Verburg, Présidente du Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire (CSA), et Représentante permanente des Pays-Bas auprès des agences des Nations Unies sises à Rome, a évoqué l'expérience du CSA pour démontrer que les plateformes d'examen peuvent être véritablement inclusives et transparentes.

Adam Bouloukos, Directeur du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes, a souligné que les sept objectifs mondiaux du cadre de Sendai sont interconnectés avec les ODD, en soulignant que plusieurs ODD ont trait à la RRC.

Petra Bayr, membre du Parlement autrichien, a estimé que des parlements solides et bien équipés sont porteurs d'institutions efficaces pouvant jouer un rôle dans la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015.

Charles Radcliffe, du Bureau du Haut commissaire aux droits de l'homme, a évoqué les enseignements à tirer des mécanismes et normes d'examen actuels relatifs aux droits de l'homme, tels que le Conseil universel d'examen périodique des droits de l'homme.

L'intervenant Caleb Otto, Représentant permanent des Palaos auprès des Nations Unies, a mis en exergue les mesures prises par les îles du Pacifique pour suivre la mise en œuvre des politiques de développement durable.



L'intervenante Louise Kantrow, de la Chambre internationale de commerce, a appelé à une inclusion permanente de la communauté des entreprises dans la conception et la mise en œuvre des programmes.

Les délégués ont discuté de la façon d'intégrer les questions transversales, y compris la RRC et les questions de genre. La question du traitement efficace des « questions orphelines », dont les océans, a également été soulevée, et un délégué a soutenu les appels à organiser une conférence mondiale sur les océans.

Les intervenants ont ensuite souligné: le rôle et la fonction du Groupe d'experts inter-institutions sur les indicateurs des ODD; la valeur des contre-rapports et des examens par des pairs pour les parlementaires; et les moyens de capter et d'interconnecter toutes les informations disponibles.

Les intervenants ont par ailleurs estimé que les ODD ne doivent pas être abordés de façon cloisonnée, et ont appelé à réduire la charge de l'établissement de rapports.

Un compte-rendu approfondi des discussions de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3315f.html>

**SESSION RÉCAPITULATIVE:** Jeudi 2 juillet, en conclusion de la réunion de cinq jours du FPHN, le Président de l'ECOSOC Sajdik a estimé que le FPHN ne doit pas être surchargé, en soulignant que son objectif central est de fournir des orientations politiques de haut niveau, et qu'il devrait utiliser l'ECOSOC pour mobiliser le reste du système des Nations Unies autour des divers programmes.

### RÉUNIONS MATINALES

Les réunions matinales ont rassemblé des experts en sciences sociales et naturelles pour se pencher sur le thème « Comment la science peut-elle éclairer la prise de décisions », et des représentants des Grands groupes et autres parties prenantes pour examiner la façon de « Renforcer la participation des Grands groupes et autres parties prenantes ». Ces réunions ont permis à ces groupes de discuter de ces questions avec les délégués.

**« COMMENT LA SCIENCE PEUT-ELLE ÉCLAIRER LA PRISE DE DÉCISIONS »:** Lundi 29 juin, le Président de l'ECOSOC Sajdik, a indiqué que les discussions visaient à dégager les mesures et recommandations pratiques pour permettre aux scientifiques d'interagir avec les décideurs politiques.

Lucilla Spini, du CIUS, a exhorté les gouvernements et les institutions à interagir avec des organisations comme le CIUS. William Colglazier, de l'AAAS, a appelé les scientifiques à être conscients de ce que la science « peut et ne peut pas dire » lorsqu'elle prodigue des conseils aux décideurs politiques.

Patrick Paul Walsh, de l'University College Dublin, de l'Irlande, et du SDSN, a salué le RMDD en tant qu'interface entre les scientifiques et les décideurs politiques. Paul Shrivastava, Directeur exécutif du Secrétariat de Future Earth, a déploré la fragmentation qui affecte parfois le discours scientifique.

Luis Augusto Galvão, de l'OPS, a instamment invité à utiliser la science pour établir des orientations à l'intention des décideurs politiques. Maria Ivanova, de l'Université du Massachusetts à Boston, et membre du Conseil scientifique du Secrétaire-général des Nations Unies, a suggéré une participation plus poussée des scientifiques au FPHN.

Guilherme de Aguiar Patriota, Adjoint au Représentant permanent du Brésil auprès des Nations Unies, a fait observer qu'au Brésil les scientifiques font partie de la scène politique et contribuent à façonner et à alimenter le débat.

Dans la discussion qui a suivi, les participants ont examiné: la possibilité de tenir un forum science-politique immédiatement avant ou après les sessions du FPHN; les mécanismes permettant d'assurer des avantages mutuels; le financement de la recherche; le renforcement des capacités; et le potentiel d'harmonisation scientifique.

En conclusion, Nikhil Seth, Directeur de la Division des Nations Unies pour le développement durable (DDD), de l'ONU-DAES, a instamment demandé, entre autres, que le dialogue « aille au-delà de celui qui se déroule pendant les périodes intersessions » et qu'il ait lieu à tous les niveaux.

Un compte-rendu approfondi des discussions de la session matinale est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3312f.html>

**« RENFORCER LA PARTICIPATION DES GRANDS GROUPES ET AUTRES PARTIES PRENANTES »:** Mardi 30 juin, le Président de l'ECOSOC Sajdik a signalé une ouverture et une opportunité de participation sans précédent pour les Grands groupes et autres parties prenantes.

Hanna Hansson, de CIVICUS, a présenté les résultats de l'enquête en ligne portant sur la gouvernance du FPHN et du programme de développement pour l'après-2015, conduite en coordination avec le groupe de travail des Grands groupes et autres parties prenantes au sein du FPHN, et centrée sur la fonction du FPHN ainsi que sur la façon de modeler un processus inclusif. Elle a indiqué une diversité dans les degrés de connaissance au sein du FPHN, allant d'une bonne connaissance à aucune connaissance, signe du besoin de renforcer le partage d'informations, la sensibilisation et le renforcement des capacités.

Hansson a signalé les priorités mises en avant par les interrogés, notamment le besoin: de faire peser la responsabilité sur les États membres; de mettre en place un indice mondial comparatif permettant de mettre en valeur les progrès; d'un soutien pour le suivi conduit par les citoyens; d'une participation des parties prenantes au suivi et à l'examen; d'un rôle actif pour la jeunesse, y compris dans l'examen officiel lui-même; et de relier clairement l'examen mondial du FPHN aux autres processus des Nations Unies.

Par ailleurs, Hansson a expliqué que les résultats soulignent également: que les Grands groupes et autres parties prenantes devraient avoir accès à l'information de manière opportune à toutes les étapes; que toutes les réunions du FPHN devraient être ouvertes; et que les Grands groupes et autres parties prenantes devraient avoir le droit d'apporter des contributions orales et écrites.

Dans la discussion qui a suivi, des représentants des Grands groupes et autres parties prenantes ont davantage mis l'accent sur la question de l'inclusion, en évoquant: les mécanismes permettant d'assurer la participation de tous les groupes et collectivités; la reconnaissance des autorités locales et infranationales dans la gouvernance; et le respect des droits de l'homme et de la justice environnementale.

Concernant la participation au FPHN, les délégués ont appelé: à une participation dépassant les simples « temps de parole » et démarrant dès l'élaboration de l'ordre du jour; à des approches de cogestion; et au financement pour soutenir la participation.

Concernant le suivi et l'examen, les délégués ont souligné: des mécanismes transparents et solides à tous les niveaux; des mécanismes de responsabilisation et des examens des mécanismes financiers; des données ventilées; des données relatives à la citoyenneté; des examens mondiaux et régionaux par des pairs; une prise d'appui sur les examens existants; et l'accès gratuit aux données publiques.

Un compte-rendu approfondi des discussions de la session matinale est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3313f.html>

### RÉUNION MINISTÉRIELLE

Lundi 6 juillet, le Vice-Président de l'ECOSOC Oh a ouvert la réunion ministérielle en mettant l'accent sur les opportunités qui s'offrent au FPHN, en tant que « sommet » du suivi et de l'examen, d'agir comme nouvelle plateforme « vibrante » sous l'égide de l'ECOSOC et de l'AGNU.

Le Président de l'AGNU Sam Kahamba Kutesa, de l'Ouganda, a souligné qu'il est impératif pour l'ensemble des pays de collaborer de manière constructive afin d'adopter et de mettre en œuvre le programme de développement pour l'après-2015.

Le Secrétaire-général adjoint des Nations Unies Jan Eliasson a souligné que le FPHN doit être à la fois visionnaire et pragmatique, en faisant observer qu'il offre une occasion de rendre l'ECOSOC et le système des Nations Unies plus efficaces dans leur facilitation et leur évaluation de la mise en œuvre.

Vladimir Cuk, Directeur exécutif de l'International Disability Alliance, s'exprimant au nom des Grands groupes et autres parties prenantes, a demandé que les Grands groupes et autres parties prenantes ne soient pas seulement reconnus en tant que bénéficiaires mais en tant que partenaires.

Un compte-rendu approfondi de l'ouverture de la réunion ministérielle est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3316f.html>

**LANCEMENT DU RAPPORT SUR LES OMD:** Lundi 6 juillet, le Vice-Président de l'ECOSOC Oh a déclaré que les OMD ont déclenché une action extraordinaire, impliquant l'ensemble des pays et des parties prenantes à tous les niveaux.

Le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, le Président du Rwanda Paul Kagame, et le Premier Ministre de la Norvège Erna Solberg, s'exprimant par vidéoconférence, ainsi que Jeffrey Sachs, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Directeur du Earth Institute de l'Université de Columbia, ont souligné la valeur des OMD et ont appelé à « achever le travail ». Un compte-rendu approfondi du lancement est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3316f.html>

**MESSAGES DE LA RÉUNION DE CINQ JOUR DU FPHN:** Courtenay Rattray, Représentant permanent de la Jamaïque auprès des Nations Unies, Paul Seger, Représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies, et la Secrétaire exécutive de la CESAO Rima Khalaf, ont présenté les messages clés de la réunion de cinq jours du FPHN. Un compte-rendu approfondi des messages est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3316f.html>

**« UN PROGRAMME INTÉGRÉ PORTEUR DE CHANGEMENT: COMMENT LES GOUVERNEMENTS, LES SOCIÉTÉS ET LES NATIONS UNIES PEUVENT-ILS ÊTRE À LA HAUTEUR DU DÉFI? »:** Le Modérateur Scott Vaughan, Président et Directeur général de l'Institut international du développement durable, a souligné qu'il est nécessaire de se doter d'un programme audacieux et ambitieux fondé sur des politiques intégrées et porteuses de changement, ainsi que de mécanismes intergouvernementaux cohérents.

Karmenu Vella, Commissaire européen en charge de l'environnement, des affaires maritimes et de la pêche, a mis l'accent sur le besoin d'un cadre global qui couvre l'ensemble des ODD et leur examen afin d'assurer la responsabilisation, et sur la nécessité de définir le rôle du FPHN.

Salifou Dembélé, Ministre de la jeunesse, de la formation professionnelle et de l'emploi du Burkina Faso, a souligné l'importance des programmes porteurs de changement dédiés à l'emploi durable des jeunes.

Lisel Alamilla, Ministre des forêts, de la pêche et du développement durable du Belize, a déclaré que le Belize doit envisager ses possibilités de croissance économique tout en déterminant la manière d'exploiter ses ressources de manière durable et en reconnaissant l'existence de ses limites.

Joseph Severe, de l'Union des Amis socio culturels d'Action en développement d'Haïti, a déclaré que les discussions devraient porter sur la concrétisation d'un développement qui soit réalisable et applicable, et a demandé expressément un programme de développement pour l'après-2015 intégré et porteur de changement.

Le débat qui a suivi a abordé: l'intégration des ODD dans les plans des gouvernements; l'apport de fonds pour la mise en œuvre; le fait de se montrer réaliste quant à ce qui est réalisable avec les ressources disponibles; l'attention à porter aux niveaux infranationaux; la reconnaissance des rôles clés de l'investissement du secteur privé et des partenariats public-privé dans la mise en œuvre; et la reconnaissance du défi que représente la cohérence politique.

Au cours des discussions, les délégués ont mis l'accent sur: le besoin d'une conscience et d'une volonté politiques pour garantir la prise en compte de la durabilité; la manière de formuler les dispositions institutionnelles pour impliquer les parties prenantes et mettre en œuvre les ODD; et la mobilisation des ressources nationales au lieu de l'accès à l'APD.

Ils ont en outre fait observer: que les enfants et les jeunes devraient être impliqués dans la formulation du programme de développement pour l'après-2015; que l'accès à l'eau et à l'assainissement à faible coût devrait constituer un droit; que des dispositions relatives au financement ciblé doivent être mises en place; et que l'égalité de genre est une problématique transversale.

En réponse aux commentaires, le Commissaire européen Vella a mis l'accent sur les possibilités économiques relatives à l'exploitation durable des océans. Le ministre Dembélé a mis l'accent sur la mobilisation des ressources et des financements, en particulier par le biais de taxes. La ministre Alamilla a déclaré que le cadre de mise en œuvre variera en fonction de la situation de chaque pays.

Un compte-rendu approfondi de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3316f.html>

« **PENSER PROSPECTIVEMENT: LES NOUVEAUX PROBLÈMES QUI AURONT DE L'IMPORTANCE DANS LE FUTUR** »: Lundi 6 juillet, le Vice-Président de l'ECOSOC Drobnyak a présenté la session. Le conférencier principal Kazuyuki Nakane, Vice-Ministre parlementaire des affaires étrangères du Japon, a déclaré qu'un investissement préalable dans la RRC, l'intervention d'urgence et le relèvement est essentiel au développement durable.

La Modératrice Irene Khan, Directrice générale de l'Organisation internationale de droit du développement, a signalé des questions émergentes telles que les défis démographiques et les migrations liées aux conflits, ainsi que l'inclusion et la justice sociales.

Rita Schwarzelühr-Sutter, Secrétaire d'État parlementaire du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sécurité nucléaire, a présenté la manière dont les découvertes scientifiques peuvent appuyer l'élaboration de politiques et contribuer à assurer une justice écologique, développer des modes de vie durables, œuvrer pour monde sobre en carbone et offrir une vie saine aux enfants.

Abdul Hamid Zakri, Conseiller scientifique auprès du Premier Ministre de la Malaisie et Président de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), a suggéré que le FPHN se trouve dans une position clé pour mobiliser des ressources et rendre le système des Nations Unies plus « concluant » dans la gestion de ces questions.

Alfred Kammer, Directeur adjoint du Département du Moyen-Orient et de l'Asie centrale du Fonds monétaire international, a signalé la fragmentation croissante du paysage mondial et suggéré qu'un nouveau « multilatéralisme » qui aborde la coopération régionale et la gouvernance mondiale pourrait être nécessaire.

L'intervenant Ibrahim Thiaw, Directeur exécutif adjoint du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a souligné certains défis à relever par les ODD, en mettant l'accent sur le fait que le FPHN devrait devenir un mécanisme permettant d'harmoniser la gouvernance pour faciliter le développement durable, au lieu de n'être qu'une simple série de réunions.

L'intervenante Risnawati Utami, de CBM et Présidente de l'Indonesian National Consortium for Disability Rights, a souligné qu'il est nécessaire de tenir compte des personnes handicapées et des personnes âgées, notamment dans le contexte de la RRC. Elle a également souligné qu'il est nécessaire que le FPHN soit réellement une plateforme participative de suivi mondial.

Au cours des discussions, les intervenants ont appelé à renforcer le dialogue avec la communauté scientifique et à encourager la participation des scientifiques ainsi que leur contribution au FPHN.

Les délégués ont également débattu: de la migration, des migrations liées aux conflits et des réfugiés, ainsi que de la manière dont ces problématiques sont abordées dans les ODD; des pratiques optimales pour l'agriculture durable; et d'un programme d'action visant à promouvoir l'intégration effective des pays enclavés dans les marchés mondiaux.

Les intervenants ont en outre abordé les inégalités, l'autonomisation des femmes, la justice et l'inclusion sociales, et la manière de concrétiser la mise en œuvre des ODD sur le terrain, ainsi que le besoin d'un nouveau multilatéralisme dans la prise de décision.

Un compte-rendu approfondi de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3316f.html>

« **COMMUNIQUER ET APPLIQUER UN PROGRAMME UNIVERSEL CHEZ SOI** »: Mardi 7 juillet, le Vice-Président de l'ECOSOC Khiari a souligné le besoin d'un discours pour inciter les populations à appuyer la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015.

La Modératrice Laura Trevelyan, présentatrice à la BBC, a décrit les ODD comme « les descendants » plus inclusifs des OMD, en soulignant que l'enjeu reste de les traduire en impacts concrets.

Carlos Alvarado Quesada, Ministre du développement humain et de l'inclusion sociale du Costa Rica a instamment demandé de rendre la pauvreté visible grâce à des cadres et des indicateurs clairs, notamment en combattant « l'opacité des moyennes » car « personne ne vit la réalité de manière globale ».

Thomas Silberhorn, Secrétaire d'État parlementaire auprès du Ministre fédéral allemand de la coopération économique et du développement, a appelé à un changement de paradigme afin que la durabilité soit intégrée dans les objectifs nationaux.

Piotr Otawski, Vice-Ministre de l'environnement de la Pologne, a déclaré qu'il n'existe pas de contradiction entre le programme de développement pour l'après-2015 et les politiques nationales, mais que les enjeux du développement durable exigent une coopération.

Jim Clarken, Directeur exécutif d'Oxfam Irlande, a déclaré qu'il est nécessaire d'investir dans la communication à tous les niveaux.

L'intervenant Joško Klisović, Vice-Ministre des affaires étrangères et européennes de la Croatie, a souligné que la communication devrait faciliter le processus d'appropriation par chacun, les gouvernements étant chargés de résoudre les conflits d'intérêt et de gérer le financement afin de permettre la mise en œuvre.

L'intervenant Peter Davies, Commissaire du Pays de Galles pour un avenir durable, du Royaume-Uni, a mis l'accent sur l'importance de la consultation et de la participation du public ainsi que sur les petites avancées qui mènent à des mesures concrètes.

L'intervenante Gitta Trauernicht, de SOS Villages d'Enfants International, a mis l'accent sur l'importance de présenter de manière efficace le programme de développement dans sa complexité et de favoriser la participation tout au long du processus.

Au sujet de la communication, les débats ont abordé la manière: de lier les ODD au bien-être de chaque citoyen; de définir les ODD dans des termes permettant une communication efficace au niveau national; de délivrer des messages concis et simples; et de présenter un avenir « exaltant et passionnant ».

Les délégués ont mis l'accent sur les femmes et le genre en tant que problématique transversale, et ont examiné les manières d'intégrer les ODD dans les politiques nationales, en débattant du rôle des consultations des parties prenantes dans ce processus.



En réponse à la question de savoir si les ODD sont suffisamment flexibles pour intégrer les migrations, les panélistes ont déclaré qu'une coopération est nécessaire pour résoudre les crises concernant les réfugiés.

Les délégués ont également évoqué: l'importance d'impliquer les enfants et les jeunes à tous les échelons; la manière de traiter les inégalités au sein des pays et entre eux; et la difficulté de hiérarchiser les ODD en matière de mise en œuvre nationale.

Un compte-rendu approfondi de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3317f.html>

**« NOTRE FPHN AU COURS DES 15 PROCHAINES ANNÉES »:** Mardi 7 juillet, le Vice-Président de l'ECOSOC Oh a rappelé les missions principales du FPHN, en soulignant les principales questions à résoudre concernant les fonctions du FPHN.

Oyun Sanjaasuren, Présidente de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) et Ministre de l'environnement et du développement vert de la Mongolie, a mis l'accent sur le potentiel important de collaboration entre l'ANUE et le FPHN. Elle a déclaré que le FPHN doit consolider ses travaux, créer des liens et établir des partenariats.

Tun Tun Naing, Secrétaire permanent au Ministère de la planification nationale et du développement économique du Myanmar, a souligné que l'examen de la mise en œuvre et des progrès doit se fonder sur les expériences concrètes menées au niveau national.

Riaz Hamidullah, Directeur général aux affaires économiques, du Ministère des affaires étrangères du Bangladesh, a déclaré qu'au niveau mondial, le FPHN devrait équilibrer les attentes quant à ses résultats.

Silvana Koch-Mehrin, Fondatrice et Présidente du Forum mondial des femmes parlementaires, a averti que les ODD doivent être envisagés « sous un angle différent » de façon à engager les parlementaires.

L'intervenant Pio Wennubst, Sous-Directeur général de la DDC, a fait observer que la réunion 2016 du FPHN devrait créer, entre autres, un espace permettant le partage des expériences et des enseignements entre les États membres, notamment en ce qui concerne les plans nationaux.

L'intervenante Lakshmi Puri, Sous-Secrétaire générale des Nations Unies et Directrice exécutive adjointe du Bureau chargé de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et des partenariats stratégiques, de l'ONU-Femmes, a souligné que le suivi et l'examen de la mise en œuvre doivent comprendre des engagements en matière d'égalité de genre.

L'intervenant Daniel Lang, de Sutherland Global Services, Inc., a souligné les engagements essentiels pour un approvisionnement responsable en matière: de dignité humaine; d'impact social; et de protection de l'environnement.

L'intervenante Naiara Garcia da Costa Chaves, de Beyond 2015, du Brésil, a déclaré que le FPHN devrait être axé sur les personnes et leur appartenir.

Au cours du débat qui a suivi, les délégués ont abordé, en ce qui concerne le suivi et l'examen: le soutien et la promotion d'une cohérence générale du processus d'examen dans le système des Nations Unies; l'élaboration de nouveaux indicateurs innovants; et l'examen minutieux des indicateurs régionaux.

Les délégués ont évoqué des approches thématiques pour élaborer le programme du FPHN, l'un d'eux suggérant d'examiner l'organisation des rubriques et ensembles thématiques dans le cadre du FPHN.

Concernant la structure du FPHN, les délégués ont proposé: un bureau indépendant fonctionnant tout au long de l'année; un secrétariat unique et intégré pour organiser les réunions du FPHN; et l'utilisation des structures existantes, comme l'ANUE, à travers des partenariats.

Un délégué s'est interrogé sur la manière de traiter et de coordonner les cibles en l'absence de plateformes officielles. D'autres ont mis en garde contre un alourdissement de la bureaucratie et de l'établissement de rapports, et ont soutenu un FPHN qui soit « encourageant et non punitif ». Les discussions ont également abordé l'élaboration d'une feuille de route pour un programme de travail fructueux.

Les délégués ont reconnu qu'il faudra du temps avant que le FPHN ne soit pleinement opérationnel, certains plaidant pour une approche progressive mais rapide permettant de développer les capacités pour le FPHN, et pour un examen de la manière dont l'ECOSOC et le FPHN seront organisés à long terme.

Un compte-rendu approfondi de la table ronde est disponible à l'adresse suivante: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3317f.html>

**« EXAMEN ET SUIVI DES PROGRÈS ACCOMPLIS: QUELS ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET COMMENT SERVIRONT-ILS LA MISE EN ŒUVRE »:**

Mercredi 8 juillet, Le Vice-Président de l'ECOSOC Drobnyak a présenté cette session. L'ancienne Premier Ministre de l'Australie Julia Gillard, Présidente du Conseil du Partenariat mondial pour l'éducation, a signalé dans son intervention que le Partenariat mondial pour l'éducation s'appuie sur l'expertise des partenaires pour maximiser les ressources allouées à une éducation efficace et équitable pour les pauvres, y compris en situation de crise.

Le modérateur de la session Nikhil Seth, Directeur de la DDD, de l'ONU-DAES, a souligné que les travaux en vue de l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 ont dépassé ce qui a été convenu à Rio+20 et portent désormais sur les 5 « P »: les personnes, la planète, la prospérité, la paix et les partenariats.

Faeqa Bent Saeed Essaleh, Ministre des affaires sociales de Bahreïn, a évoqué la transition de son pays des OMD aux ODD. Elle a souligné, entre autres: un cadre de responsabilisation; l'intégration des politiques conformément aux ODD; et des indicateurs établis en accord avec les capacités nationales et les orientations régionales en matière de suivi et d'examen.

Mario Néstor Oporto, Président de la Commission de technologie de la communication et de l'information du Congrès argentin, a appelé: à faciliter une révolution scientifique et technologique au sein du système éducatif; à placer le savoir au cœur des politiques éducatives; et à concevoir l'éducation comme une condition de l'équité sociale.

Josef Moser, Secrétaire général de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, a mis en exergue les défaillances de la gouvernance, ainsi qu'un manque de transparence et de responsabilisation, comme principales faiblesses dans la mise en œuvre des ODD. Il a signalé le besoin de mettre en place un mandat et des systèmes intégraux pour mesurer la responsabilité.

L'intervenant Kodjo Menan, Représentant permanent du Togo auprès des Nations Unies, a demandé expressément, entre autres: une gouvernance économique, environnementale et sociale inclusive; la démocratie et l'état de droit; et une plus grande efficacité de l'administration publique.

L'intervenant John Romano, du Réseau Transparency, Accountability and Participation, des États-Unis, a fait la distinction entre inclusion et participation, en soulignant que la participation active de toutes les parties prenantes est nécessaire dans les mécanismes de suivi et d'examen pour accroître l'appropriation du processus.

Dans les discussions sur la participation, les délégués ont étudié la façon d'augmenter la participation au sein du FPHN et, plus généralement, dans le suivi et l'examen. Les délégués ont mis en relief la participation directe des pauvres, l'inclusion des populations vulnérables, notamment les handicapés et les jeunes, à travers, entre autres, le renforcement des capacités, la participation à distance et la co-gestion.

Concernant les données et les indicateurs, les délégués ont évoqué une budgétisation de la ventilation en fonction du genre, des audits collaboratifs conjoints, des systèmes comptables indépendants, et des examens participatifs.

Concernant la structure et les fonctions du FPHN, les délégués ont suggéré: de prévoir de l'espace et du temps pour que les pays et régions partagent leurs expériences; un FPHN pertinent et axé sur l'action; une feuille de route conforme à la vision; l'utilisation des mécanismes, cadres et partenariats existants; et la promotion d'un réel dialogue au lieu de se limiter à recevoir les rapports.

Concernant l'éducation, l'ancienne Première Ministre Gillard a souligné que l'ODD relatif à l'éducation axé sur la petite enfance est bien ajusté par rapport aux conclusions scientifiques. Les délégués ont évoqué le besoin de promouvoir la science et la technologie dans l'éducation. Oporto a souligné l'importance, pour une société égalitaire, d'assurer une éducation précoce pour tous.

**« RÉALISER LES ODD: DES MOYENS DE MISE EN ŒUVRE (MMŒ) À LA HAUTEUR DES AMBITIONS – RESSOURCES, TECHNOLOGIES ET CAPACITÉS »:** Mercredi 8 juillet, la Vice-Présidente de l'ECOSOC Mejía a présenté la session en indiquant que le défi consiste à doter ce programme porteur de changement des MMŒ appropriés, c'est-à-dire de mobiliser le financement, le savoir-faire et tout autre moyen pour parvenir aux ODD.

Le Modérateur Jos Verbeek, Conseiller au Bureau de l'Envoyé spécial du Président du Groupe de la Banque mondiale chargé des questions de développement pour l'après-2015, a appelé à se concentrer sur le type de MMŒ requis, sur les façons d'utiliser la technologie, sur la façon d'assurer une coopération efficace à tous les niveaux, et sur le rôle que les partenariats multipartites peuvent jouer dans la réalisation des ODD.

Endah Murniningtyas, Ministre adjoint aux ressources naturelles et à l'environnement, de l'Agence nationale de planification du développement du Ministère indonésien de la planification du développement national, a estimé que le FPHN devrait rester souple et affronter les défis de façon cohérente et efficace.

Shin Dong-ik, Ministre adjoint aux affaires multilatérales et étrangères, de la République de Corée, a souligné le besoin: de mobiliser les ressources du secteur privé, en plus des

ressources publiques; d'asseoir le transfert de technologie sur les partenariats multipartites; et d'appuyer le renforcement des capacités sur des politiques solides et des institutions efficaces.

Evgeny Velikhov, Président de l'Institut Kurchatov, et Membre du Conseil de la défense du Président russe, a décrit le processus de mise en place d'un projet international de réacteur thermal. Il a expliqué comment ce processus a requis une solide collaboration.

Rolf Heuer, Directeur général de l'Organisation européenne de recherche nucléaire, a souligné le rôle important de la science et de l'éducation comme fondements sur lesquels appuyer les ODD. Il a souligné le besoin: d'investissements publics dans l'éducation à la science, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques; de renforcer les capacités et de transférer les connaissances; et d'investir dans la recherche et dans les innovations technologiques.

L'intervenant Aldo Lale-Demoz, Directeur exécutif adjoint du Bureau des Nations Unies de lutte contre le trafic de drogue et la criminalité, a souligné que la faiblesse de l'état de droit, la criminalité économique et la corruption génèrent des sociétés injustes et entravent la mise en œuvre des ODD.

L'intervenante Megan Haddock, du Centre Johns Hopkins d'études sur la société civile, des États-Unis, a mis en lumière le « Manuel des Nations Unies sur les institutions à but non lucratif dans le système de comptabilisation nationale » et le « Manuel de l'Organisation internationale du travail sur la mesure du travail bénévole », qui constituent des directives permettant d'identifier et de comptabiliser le travail des organisations de bénévoles et de la société civile.

Les discussions ont abordé: l'amélioration des transports transfrontières et de la connectivité régionale pour stimuler la croissance économique et l'emploi; la façon de libérer davantage le potentiel de participation de la jeunesse notamment dans les discussions relatives à l'emploi; la façon d'utiliser la science et la technologie de façon opportune pour atteindre les ODD; et la façon de reconnaître et d'utiliser correctement la puissance de la communication et des technologies de l'information. En réponse, les intervenants ont mis en exergue des moyens de susciter l'intérêt des jeunes dans la science et de les inclure davantage dans la mise en œuvre du programme de développement

### CLÔTURE DE LA RÉUNION

Mercredi 8 juillet, le Co-Facilitateur des négociations sur le programme de développement pour l'après-2015 Macharia Kamau, Représentant permanent du Kenya auprès des Nations Unies, a expliqué l'importance du FPHN dans la réalisation des ODD, en décrivant le FPHN comme le moyen d'avancer sur le chemin établi par le programme de développement pour l'après-2015. Il a énuméré les mesures importantes qui devront être prises dans les six à douze prochains mois, notamment celles visant à obtenir le financement pour le FPHN et pour la mise en œuvre au niveau international et national.

Le Vice-Président de l'ECOSOC Khiari a présenté le Rapport 2015 du FPHN (E/HLPF/2015/L.1) et la Déclaration ministérielle du FPHN (E/HLPF/2015/L.2), qui ont été adoptés par acclamation. Il a résumé les travaux du FPHN et clos la réunion à 16h51.

**Résultat final:** Dans la Déclaration ministérielle du FPHN sur le thème « Renforcer l'intégration, la mise en œuvre et le suivi: le FPHN après 2015 », les Ministres, entre autres:

- se félicitent des acquis obtenus par la mise en œuvre des OMD, ainsi que des progrès accomplis dans les processus en cours en prévision de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (FdD3) à venir et des négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015;
- se déclarent déterminés à élaborer un programme de développement pour l'après-2015 solide, universel, ambitieux, inclusif et centré sur l'humain, qui s'appuie sur les bases jetées et l'expérience acquise durant le processus des OMD, mène à bien les tâches inachevées et relève les nouveaux défis; et
- prient le Président de l'ECOSOC de faire paraître, à titre exceptionnel et sans créer de précédent, un résumé des délibérations du débat de haut niveau et du FPHN à titre de contribution à la FdD3 et aux négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015.

### BRÈVE ANALYSE DU FPHN 2015

*« Ne perdons pas notre temps en vains discours! Faisons quelque chose, pendant que l'occasion se présente! Ce n'est pas tous les jours que l'on a besoin de nous.... L'appel que nous venons d'entendre, c'est plutôt à l'humanité tout entière qu'il s'adresse! Mais à cet endroit, en ce moment, l'humanité c'est nous, que ça nous plaise ou non. Profitons-en, avant qu'il ne soit trop tard! – Samuel Beckett, En attendant Godot*

Les délégués à la réunion 2015 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable se sont rassemblés sur le thème « Renforcer l'intégration, la mise en œuvre et le suivi: le FPHN après 2015 », pour une réunion que beaucoup considéraient limitée par les attentes et la réalité, avec un sentiment croissant d'urgence aggravé par l'incapacité de faire autre chose qu'attendre.

De fait, quelques-uns des délégués arrivant à la réunion avaient appelé à sa suspension jusqu'à l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 et des Objectifs de développement durable (ODD) en septembre 2015, et même les plus optimistes ont reconnu que la réunion était un bouche-trou.

D'autres avaient cependant l'espoir qu'en dépit de la longue attente pour les résultats du processus de négociations de l'après-2015, cette réunion allait permettre d'avancer sur le suivi et l'examen des Orientations de Samoa, adoptées en 2015 lors de la troisième Conférence sur les PEID, ainsi que du Cadre décennal de programmes sur les modes de production et de consommation durables. La réunion était également chargée de clarifier plus avant la structure et les fonctions du FPHN et d'examiner le rôle des Grands groupes et autres parties prenantes, en particulier celui des communautés scientifique et technologique. Cette brève analyse cherchera à déterminer si le FPHN 2015 s'en est tenu à de « vains discours » lors de cette réunion, alors qu'il continue d'attendre les décisions qui lui permettront de remplir son mandat, qui est de renforcer la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015.

### QUESTIONS ET QUESTIONS

*« Mais la question n'est pas là. Que faisons-nous ici, voilà ce qu'il faut se demander. Nous avons la chance de le savoir. Oui, dans cette immense confusion, une seule chose est claire: nous attendons que Godot vienne. » – Samuel Beckett, En attendant Godot*

La fonction et la structure du FPHN sont en partie définies dans la Résolution 67/290 de l'AGNU, ainsi que dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, « L'avenir que nous voulons ». Ces deux documents appelaient à établir un forum politique de haut niveau censé, entre autres, fournir un leadership politique et se charger du suivi et de l'examen des résultats des principales conférences des Nations Unies ayant déjà eu lieu, ainsi que de la mise en œuvre du programme pour l'après-2015 une fois celui-ci adopté.

Au cours des négociations sur le programme de développement pour l'après-2015, et plus particulièrement à la sixième session des négociations intergouvernementales sur l'après-2015, qui s'est tenue fin juin, ces rôles et ces fonctions ont été « étoffés » à travers une liste de souhaits émise par les États membres montés au créneau. Ceux-ci ont appelé à assurer le suivi et l'examen, entre autres: des moyens de mise en œuvre; des résultats des principales conférences des Nations Unies; et des engagements mondiaux pour l'après-2015. Ils ont également exhorté le FPHN à se poser en plateforme pour l'échange des meilleures pratiques, des enseignements tirés, et pour le renforcement de l'interface science-politique.

Au cours des huit jours de cette session, un certain nombre de questions relatives au FPHN ont vu le jour. L'une des plus posées, étant donné la profondeur et l'étendue du programme de développement pour l'après-2015, ainsi que le nombre de conférences majeures des Nations Unies qui touchent au moins l'un des trois piliers du développement durable, était celle de savoir comment le FPHN va remplir les fonctions indispensables de suivi et d'examen.

Les discussions durant la réunion ministérielle du FPHN ont effleuré le sujet, et les intervenants, les États membres, les Grands groupes et autres parties prenantes ont vanté les mérites d'examen thématiques organisées en cycles quadriennaux, qui seraient conduits conjointement avec d'autres mécanismes de suivi et d'examen afin d'éviter les « cloisonnements ». Les délégués se sont également demandés s'il vaudrait mieux aborder des ensembles d'ODD ou bien, étant donné les interconnexions entre les ODD, des thèmes transversaux.

Au fur et à mesure des débats, un délégué a fini par se demander si la masse de travail que l'on attend du FPHN ne finira pas par le transformer en « château de cartes », au lieu d'en faire un fondement concret pour garantir le succès de la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 et des ODD. Alors que les propositions concrètes échappaient visiblement aux délégués, le Président de l'ECOSOC Martin Sajdik leur a rappelé que « le FPHN ne doit pas être surchargé », et que « son objectif central est de fournir des orientations politiques de haut niveau, et d'utiliser l'ECOSOC pour mobiliser le reste du système des Nations Unies autour des divers programmes ».

Quelle que soit la décision finale concernant la façon dont le FPHN affrontera la grande diversité de tâches actuellement envisagée, la question des modalités se pose. Bien que les modalités spécifiques n'aient pas été abordées au cours de cette réunion, les déclarations de délégués indiquaient un consensus général sur le fait qu'il faudra davantage de travail pour rendre pleinement opérationnel un organe avec des tâches et des structures aussi complexes.



Sur la question des modalités, certains Grands groupes et autres parties prenantes se sont demandés comment le FPHN fonctionnera sous l'égide de ses deux parrains –l'ECOSOC et l'AGNU–, en suggérant que ceci pourrait « troubler la visibilité des eaux ». Et, alors que les Grands groupes et autres parties prenantes s'inquiétaient de savoir s'il y avait une délimitation claire des tâches effectuées par chacun des deux organes, outre la clarification des décisions à attendre de l'AGNU et de l'ECOSOC, de nombreux États membres ont estimé que la question n'est pas aussi « grave » qu'elle en a l'air, pourvu que l'ECOSOC et son Secrétariat prennent en charge le gros du travail. Comme la question n'a jamais été directement abordée au cours du FPHN, mais plutôt évoquée dans les marges et les couloirs, elle devient ainsi l'un des aspects qui devront être clarifiés ultérieurement.

### QUANTITÉ OU QUALITÉ

« Les larmes du monde sont immuables. Pour chacun qui se met à pleurer, quelque part un autre s'arrête. Il en va de même du rire. » – Samuel Beckett, *En attendant Godot*

Le rôle joué par la science et la technologie, et celui des Grands groupes et autres parties prenantes, étaient des thèmes récurrents dans les interventions au cours du FPHN, de nombreux participants se demandant comment augmenter la participation et respecter la consigne d'élargir le rôle de la communauté scientifique. Alors que les interventions soulignaient encore et encore le besoin d'augmenter la participation, des questions subsistent, notamment sur la façon de donner à la science et à la technologie un rôle plus prépondérant dans le FPHN, et sur ce que ce rôle devrait être, tout en s'assurant que d'autres parties prenantes ne soient pas laissées-pour-compte.

Les délégués ont en général accueilli avec bienveillance l'idée d'inclure plus significativement les Grands groupes et autres parties prenantes à tous les niveaux de la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015, y compris les ODD et leurs suivi et examen. Nombreux étaient ceux qui commentaient et encourageaient ce type de participation, la participation des parties prenantes étant perçue comme essentielle pour une mise en œuvre efficace à tous les niveaux et dans toutes les régions – intégration elle-même indispensable pour que « personne ne soit laissé pour compte ». La difficulté consiste, ont-ils affirmé, à y parvenir d'une façon logique et acceptable pour tous. La question de savoir si le format des contributions des parties prenantes, représentation des larmes et du rire du monde, modifiera ou non la qualité ou la quantité de l'engagement, constitue ainsi une autre question clé à ranger parmi les questions en suspens à aborder dans la deuxième moitié de 2015.

### UN BOUCHE-TROU EST UN BOUCHE-TROU

« Voilà l'homme tout entier, s'en prenant à sa chaussure alors que c'est son pied le coupable. » – Samuel Beckett, *En attendant Godot*

Les Grands groupes et autres parties prenantes n'étaient pas les seuls participants du FPHN. Les États membres en formaient le cœur et le corps, et les intervenants de cette réunion ont joué

un rôle clé dans la conduite des discussions. Si les thèmes des tables rondes guidaient les délibérations, beaucoup de ceux qui ont participé aux huit jours de réunion ont déploré leur caractère circulaire. Ceci était en partie dû à un niveau élevé de renouvellement des participants, car de nombreux intervenants n'étaient présents qu'à leur session et n'étaient donc pas engagés dans le reste des discussions du Forum. Ces répétitions ont conduit à un débat pauvre en substance et en grandes avancées, ou encore en solutions créatives pour les questions restées en suspens concernant la structure et la fonction du FPHN.

Alors que les intervenants des tables rondes était en général hautement qualifiés et de profils diversifiés, les représentants des États membres présents dans la salle, notamment pendant la réunion de cinq jours, l'étaient beaucoup moins, des stagiaires ou de jeunes chargés de mission composant le plus clair d'une salle parfois frileuse à s'engager dans le débat.

La composition et l'expertise des délégués des États et des intervenants joue un rôle déterminant dans le succès ou l'échec de la mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015. L'une des principales critiques formulée à l'encontre du prédécesseur du FPHN, la Commission du développement durable, était que les délégués de haut niveau des pays, principalement des ministres, étaient essentiellement des ministres de l'environnement, et que les deux autres piliers du développement durable –le développement économique et social– étaient dramatiquement sous-représentés.

Tandis que plusieurs négociations parallèles et connexes qui étaient en cours durant le FPHN, notamment les négociations sur le document final de la FdD3 et la Réunion de haut niveau du Président de l'AGNU sur le changement climatique, ont été accusées d'avoir détourné l'attention du FPHN, certains ont signalé que, de toute façon, le statut de « bouche-trou » rendait peu probable la présence de délégués de haut niveau à cette réunion.

De fait, les difficultés relatives à la participation, et même la fonction spécifique de cette réunion, étaient symptomatiques de sa condition de « bouche-trou », en attendant de transformer le Forum en l'organe « culminant » attendu de mise en œuvre et de suivi et examen, et ne constituent donc pas un grave problème en soi. Pour une analyse réussie de la qualité de la chaussure, à savoir la participation, il faudra attendre que le pied, à savoir la structure et la fonction du FPHN, ait été dument défini.

### POUR AGIR

« Allons nous-en. » « On ne peut pas. » « Pourquoi ? » « On attend Godot. » – Samuel Beckett, *En attendant Godot*

À la clôture de la session du FPHN, l'Ambassadeur Macharia Kamau, Co-Facilitateur des négociations sur le programme de développement pour l'après-2015, a rappelé aux délégués que les ODD s'appuient sur une solide volonté politique, et que le FPHN devra impérativement aborder une série de questions, parmi lesquelles le pilotage de la mise en œuvre des ODD et de la responsabilisation qui s'y rattache, et l'impératif de « ne laisser personne pour compte ».

Comme beaucoup l'avaient anticipé, en dépit des thèmes abordés notamment lors de tables rondes permettant d'explorer les diverses modalités du fonctionnement futur du FPHN, cela n'a pas débouché sur des décisions concrètes relatives à la

fonction et à la structure du FPHN, ni éclairé plus avant les modalités. Cela a néanmoins fourni un espace de discussion et de débat, qui a permis aux délégués de s'entraîner à dégager et à élargir le terrain commun sur toute une gamme de sujets.

Quoi qu'il en soit, pour faire une réelle différence, tous les aspects, questions et détails en suspens au FPHN devront être tranchés cette année, pour lui permettre d'aider à la mise en œuvre afin de « démarrer sur les chapeaux de roue ». La session 2016 du FPHN, qui sera pour tous la première session capable de s'acquitter véritablement de ses fonctions centrales, devra être prête à évaluer et renforcer la mise en œuvre du développement durable. Ce n'est qu'à ce moment-là que nous saurons si le FPHN se limite encore à « attendre Godot ».

## RÉUNIONS À VENIR

**Troisième Conférence internationale sur le financement du développement:** La troisième Conférence internationale sur le financement du développement se tiendra « au niveau politique le plus élevé », avec des chefs d'État et de gouvernement, des ministres des finances, des affaires étrangères et de la coopération au développement, et d'autres représentants spéciaux. **dates:** 13-16 juillet 2015 **lieu:** Addis-Abeba, Éthiopie **contact:** Bureau des Nations Unies pour le financement du développement **téléphone:** +1-212-963-4598 **email:** ffdoffice@un.org **www:** <http://www.un.org/ffd3>

**Négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015 - Septième et huitième sessions:** Les septième et huitième sessions de négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015 seront axées sur la négociation du document final. **dates:** 20-31 juillet 2015 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Division des Nations Unies pour le développement durable **téléphone:** +1-212-963-8102 **fax:** +1-212-963-4260 **email:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/post2015>

**Sommet des Nations Unies pour l'adoption du programme de développement pour l'après-2015:** Le sommet devrait adopter le programme de développement pour l'après-2015, comprenant: une déclaration; un ensemble d'ODD, de cibles et d'indicateurs; leurs moyens de mise en œuvre et un nouveau Partenariat mondial pour le développement; et un cadre de suivi et d'examen de la mise en œuvre. **dates:** 25-27 septembre 2015 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Division des Nations Unies pour le développement durable **fax:** +1-212-963-4260 **email:** dsd@un.org **www:** <http://sustainabledevelopment.un.org/post2015/summit>

**Deuxième réunion du GEI-ODD:** Le Groupe d'experts inter-institutions sur les indicateurs des ODD a été chargé d'élaborer un cadre d'indicateurs pour les objectifs et les cibles du programme de développement pour l'après-2015 au niveau mondial, et pour soutenir sa mise en œuvre. **dates:** 26-28 octobre 2015 [provisoire] **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Division de statistique des Nations Unies **email:** statistics@un.org **www:** <http://unstats.un.org/sdgs/>

**Dialogue de l'ECOSOC sur le positionnement à long terme du Système des Nations Unies pour le développement – Retraite 2:** Ce sera la deuxième des trois retraites organisées dans le cadre du Dialogue de l'ECOSOC sur le

positionnement à long terme du Système des Nations Unies pour le développement. Elle abordera les interconnexions parmi d'autres questions. Le dialogue cherche à éclairer le résultat de la prochaine résolution de l'AGNU sur l'Examen quadriennal complet (QCPR) – mécanisme à travers lequel l'AGNU évalue l'effectivité, l'efficacité, la cohérence et l'impact du Système des Nations Unies pour le développement. Conformément à la Résolution 2014/14 de l'ECOSOC, elle doit tenir compte du programme de développement pour l'après-2015. **dates:** 2-3 novembre 2015 [provisoire] **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Bureau de l'appui à l'ECOSOC et de la coordination **email:** qcpr@un.org **www:** <http://www.un.org/en/ecosoc/qcpr/>

**Dialogue de l'ECOSOC sur le positionnement à long terme du Système des Nations Unies pour le développement – Atelier 5:** Ce sera le cinquième de sept ateliers organisés dans le cadre du Dialogue de l'ECOSOC sur le positionnement à long terme du Système des Nations Unies pour le développement. Il se centrera sur le financement et la structure de financement pour la période de développement après 2015. **date:** 7 décembre 2015 [provisoire] **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Bureau de l'appui à l'ECOSOC et de la coordination **email:** qcpr@un.org **www:** <http://www.un.org/en/ecosoc/qcpr/>

**Dialogue de l'ECOSOC sur le positionnement à long terme du Système des Nations Unies pour le développement – Atelier 6:** Ce sera le sixième de sept ateliers organisés dans le cadre du Dialogue de l'ECOSOC sur le positionnement à long terme du Système des Nations Unies pour le développement. Il se centrera sur la gouvernance et abordera les questions et options stratégiques émergentes. **date:** 25 janvier 2016 [provisoire] **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Bureau de l'appui à l'ECOSOC et de la coordination **email:** qcpr@un.org **www:** <http://www.un.org/en/ecosoc/qcpr/>

**Dialogue de l'ECOSOC sur le positionnement à long terme du Système des Nations Unies pour le développement – Atelier 7:** Ce sera le dernier de sept ateliers organisés dans le cadre du Dialogue de l'ECOSOC sur le positionnement à long terme du Système des Nations Unies pour le développement. Il se centrera sur les capacités, l'impact, les approches de partenariat et les arrangements organisationnels. **date:** 22 février 2016 [provisoire] **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Bureau de l'appui à l'ECOSOC et de la coordination **email:** qcpr@un.org **www:** <http://www.un.org/en/ecosoc/qcpr/>

**Deuxième réunion du Comité à composition non limitée des représentants permanents du PNUE:** Le Comité à composition non limitée des représentants permanents préparera la prochaine réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement. **dates:** 15-19 février 2016 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Jorge Laguna-Celis, Secrétaire des organes directeurs **email:** jorge.laguna-celis@unep.org **www:** <http://www.unep.org/about/sgb/>

**Réunion 2016 sur le débat consacré aux activités opérationnelles (OAS) de l'ECOSOC:** La session 2016 du débat consacré aux activités opérationnelles de l'ECOSOC comprendra une discussion sur les questions politiques

émérgentes, dans le contexte du Dialogue de l'ECOSOC sur le positionnement à long terme du système des Nations Unies pour le développement. **dates:** 22-23 février 2016 [*provisoire*] **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Bureau de l'appui à l'ECOSOC et de la coordination **email:** ecosocinfo@un.org **www:** <http://www.un.org/fr/ecosoc/>

**47<sup>e</sup> Session de la Commission de statistique des Nations Unies (CSNU):** La CSNU 47 est censée statuer sur le cadre d'indicateurs et l'ensemble d'indicateurs pour les ODD, entre autres points de l'ordre du jour. Le Groupe des Amis du Président de la CSNU sur la mesure élargie des progrès accomplis, préparera et guidera les discussions relatives à l'élaboration et à la mise en œuvre du cadre. **dates:** 8-11 mars 2016 **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Division de statistique des Nations Unies **email:** statcom@un.org **www:** <http://unstats.un.org/unsd/statcom/commission.htm>

**Dialogue de l'ECOSOC sur le positionnement à long terme du Système des Nations Unies pour le développement – Retraite 3:** Ce sera la dernière de trois retraites organisées dans le cadre du Dialogue de l'ECOSOC sur le positionnement à long terme du Système des Nations Unies pour le développement. Elle abordera les résultats et conclusions sur les domaines discutés pendant le processus du dialogue, à savoir: les fonctions, le financement, la gouvernance, les capacités et l'impact du système des Nations Unies pour le développement, les approches de partenariat et les arrangements organisationnels. **dates:** 4-5 avril 2016 [*provisoire*] **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Bureau de l'appui à l'ECOSOC et de la coordination **email:** qcpr@un.org **www:** <http://www.un.org/en/ecosoc/qcpr/>

**Deuxième réunion de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement:** L'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE) se réunira pour la deuxième fois en 2016. L'ANUE du PNUE constitue le plus haut niveau de gouvernance des affaires environnementales internationales dans le système des Nations Unies. La Conférence de Rio+20 a décidé en juin 2012 de renforcer et d'élargir le PNUE à travers des mesures comme la participation universelle à son Conseil d'administration et la garantie d'une participation active de toutes les parties prenantes concernées. En mars 2013, l'AGNU a modifié la désignation du Conseil d'administration du PNUE pour en faire l'ANUE, ce qui dénotait l'intention d'en élever le statut. **dates:** 23-27 mai 2016 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Jorge Laguna-Celis, Secrétaire des organes directeurs **email:** [jorge.laguna-celis@unep.org](mailto:jorge.laguna-celis@unep.org) **www:** <http://www.unep.org/about/sgb/>

**Sommet humanitaire mondial:** À l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon, cette conférence, organisé par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), rassemblera des gouvernements, des organisations humanitaires, des populations touchées par des crises humanitaires et des partenaires, y compris le secteur privé, pour proposer des solutions aux défis humanitaires et établir un programme « pour une action humanitaire adaptée à l'avenir ». **dates:** 26-27 mai 2016 **lieu:** Istanbul, Turquie **contact:** Sommet humanitaire mondial **email:** [info@whsummit.org](mailto:info@whsummit.org) **www:** [https://www.worldhumanitariansummit.org/whs\\_about](https://www.worldhumanitariansummit.org/whs_about)

**FPHN 2016:** La quatrième session du FPHN aura lieu en 2016 et sera la première réunion du FPHN après l'adoption du programme de développement pour l'après-2015 et des ODD. **dates:** juillet 2016 [*provisoire*] **lieu:** Siège des Nations Unies à New York **contact:** Bureau de l'appui à l'ECOSOC et de la coordination **email:** ecosocinfo@un.org **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf>

Pour consulter d'autres réunions, visitez <http://sd.iisd.org/>

## GLOSSAIRE

10YFP	Cadre décennal de programmes concernant les CPD
AAAS	Association américaine pour le progrès de la science
AGNU	Assemblée générale des Nations Unies
ANUE	Assemblée des Nations Unies pour l'environnement
APD	Aide publique au développement
CESAO	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale
CIUS	Conseil international pour la science
CPD	Modes de consommation et de production durables
DAES	Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies
DDC	Direction suisse du développement et de la coopération
DDD	Division du développement durable des Nations Unies
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
FdD3	Troisième Conférence internationale sur le financement du développement
FPHN	Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable
MMCE	Moyens de mise en œuvre
ODD	Objectifs de développement durable
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PDG	Président-directeur général
PEID	Petits États insulaires en développement
PMA	Pays les moins avancés
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RMDD	Rapport mondial sur le développement durable
Rio+20	Conférence des Nations Unies sur le développement durable
RRC	Réduction des risques de catastrophe
SDSN	Réseau des solutions pour le développement durable